

Antonio Negri | « Lire Harcourt *Exposed* »

Par Antonio Negri  
Traduit de l'italien par Judith Revel  
Lu à Reid Hall, Paris, le 14 décembre 2016

Nous savons tous que les démocraties sont toujours davantage traversées par des politiques de surveillance de masse, et que nombreux sont ceux qui y sont favorables. Nous savons que les autorités politiques et militaires, dans des moments de guerre ou dans des conditions de tension particulières, ou encore quand il s'agit de faire face à des vagues de terrorisme ou d'insécurité, appliquent des algorithmes de surveillance secrets, et que ceux-ci sont mobilisés et utilisés absolument en dehors de tout contrôle. Le livre de Bernard Harcourt nous place cependant devant une réalité dont les conditions n'ont paradoxalement rien d'exceptionnel, et il insiste précisément sur cette normalité. Il décrit la dérive – possible, et au moins en partie avérée – d'une « société de contrôle ». L'analyse n'est si froide, ni compassée : elle est simplement conséquente, elle a le ton de l'évidence, elle se présente comme le résultat d'une évaluation actuarielle attentive. Il ne me revient pas ici de dire si cette évaluation est juste ou si elle ne l'est pas : elle est, dans tous les cas, extrêmement convaincante. Mais pour aller au-delà de cette impression très sincère de lecteur, je voudrais tenter de formuler quelques questions. Ce ne sont pas là des critiques, plutôt des doutes. Des doutes – parce que tout citoyen peut en éprouver, s'il est confronté à une telle réalité. Mais des réactions aussi – parce que je crois que tout citoyen doit réagir à cette réalité-là.

Mes doutes tournent essentiellement autour de la grande disproportion qui existe dans le livre entre l'analyse de la machine digitale et de ses effets politiques, d'une part, et l'indication des moyens de résistance ou l'identification de figures de résistants éventuels, de l'autre. Cette disproportion est très évidente, je crois,

quand Bernard Harcourt tire de l'analyse de la machine gouvernementale au moins en partie digitalisée la conclusion que – je le cite - : « the current situation seems to me untenable in a democracy », conclusion que partage par ailleurs quelqu'un comme Quentin Skinner.

Gramsci parlait de « pessimisme de la raison » ; mais il ajoutait cependant à cette idée la proposition d'un « optimisme de la volonté ». Les indications que Bernard Harcourt nous fournit sont cependant un peu maigres en la matière ; et surtout, quand il y en a, elles sont données depuis *un dehors* de la machine digitale elle-même. Assange, Snowden, etc., sont des héros qui se sont soustraits à des institutions moralement inqualifiables – mais est-ce que leurs actions, en tant que telles, sont réellement nouvelles ? Est-ce qu'elles peuvent indiquer un véritable terrain de résistance face à une configuration nouvelle et aussi puissante du contrôle ? Je n'ai aucune fascination pour certains auteurs conservateurs – et probablement réactionnaires – comme Byung-Chul Han et Paul Frissen, qui considèrent que la transparence de la NSA et celle de Wikileaks sont équivalentes. Mais il est clair que l'affirmation « toute chose doit être transparente » est aussi hypocrite et dangereuse que la proposition inverse « le secret est nécessaire ». Le fond de ma critique est le suivant : je crois que l'indication éthique ne peut pas être considérée comme un terrain de résistance suffisant – parce que les héros ne suffisent hélas jamais. Et que pour trouver de nouvelles armes – c'est une exigence que formule Bernard Harcourt lui-même : « to look for new weapons » -, il faut reconnaître que le monde digital est une machine qui agit non pas sur les citoyens qui lui sont extérieurs, mais sur les singularités qui se trouvent en son intérieur. La machine digitale n'applique pas ses dispositifs de gouvernement depuis le dehors mais depuis le dedans, elle ne sépare pour commander mais au contraire elle implique les individus, elle projette sa lumière, elle exerce un pouvoir : la machine digitale s'applique donc à la faveur d'un rapport entre qui commande et qui obéit. Peut-on dire ici immédiatement : un rapport entre pouvoir

et résistance ? Je ne sais pas. C'est une partie qui se joue entre la mise en lumière et le retrait dans l'ombre. Et c'est ici, me semble-t-il, que l'on doit creuser l'analyse.

Il ne s'agit bien sûr pas d'établir une fois pour toutes qui produit la lumière et qui joue avec l'ombre, mais plutôt de comprendre à quel point, entre ces deux pôles, peut parfois jouer une sorte de réversibilité tactique. Ne serait-ce que parce que le contrôle aujourd'hui, s'exerce, comme tout rapport de pouvoir, sur des sujets libres dont il éprouve la nécessité non seulement d'orienter et de canaliser les comportements, mais de les prévoir. Ces comportements – vous reconnaissez là la leçon de Foucault -, ce sont des comportements de sujets libres et mobiles – ce qui signifie que la lumière sur laquelle se fonde le contrôle, celle qu'il recherche, c'est aussi, d'une certaine manière, celle des sujets eux-mêmes.

Rentrons dans le vif du sujet. Les défenseurs de la gouvernementalité algorithmique soutiennent que celle-ci n'efface pas la réalité, et qu'elle prétend simplement la déterminer par avance, à travers un gouvernement qu'ils affirment être démocratique et transparent, et qui est susceptible d'impliquer les individus. Si l'individu n'a plus pour but de critiquer sa propre condition alors qu'elle est subordonnée à la volonté d'autrui, c'est parce qu'il aspire non pas à un gouvernement des hommes mais à un gouvernement des machines – parce que les machines éliminent l'arbitre des hommes et assurent la neutralité. Bien sûr, on peut toujours objecter qu'il s'agit d'un discours qui empoisonne littéralement les bases de l'émancipation et qui efface les notions de critique et d'éthique. Il n'en reste pas moins que la logique de *Döppelgänger* est sans aucun doute efficace quand elle reconnaît le sujet, et qu'elle le duplique éventuellement. Pourtant – ici la critique se fait plus efficace et plus précise -, le sujet, dans sa singularité, a toujours la possibilité de ne pas se reconnaître dans le miroir qui lui est imposé. Son implication demeure toujours virtuelle, et le passage à la réalité est indécis. La transformation de la vie en un simulacre n'efface pas la forme, la manière dans

laquelle celle-ci existe, et exerce une force de travail et de production qui est rendue à la fois plus puissante et plus autonome précisément grâce à la rencontre avec la machine digitale. Je voudrais souligner que cette indécision est déjà tout entière dans la figure de l'algorithme lui-même. Le diagramme (de flux) est prédisposé par la machine pour obtenir la solution du problème ; et ce processus se donne à l'intérieur d'une série de passages obligés pour arriver à cette résolution. Bien entendu, une des règles de base est celle de l'absence d'ambiguïté. Mais en cela consiste aussi l'incertitude qui caractérise le recueil des données et leur élaboration. Recueillir et élaborer, cela signifie repousser ou négliger tous les aspects aléatoires de la communication humaine, qui sont susceptibles de malentendus et source d'une interprétation constante. Pour un algorithme, tout cela n'est pas pensable. Tous les éléments qui sont susceptibles de ralentir l'élaboration indispensable pour arriver à l'objectif qui a été préfixé doivent donc être écartés. Les impondérables, l'inattendu, tout ce qui n'est pas « régulier » doit être aplati sur la moyenne des comportements, c'est-à-dire aussi de la coopération productive et sociale. Et pourtant, si vous me permettez ici un glissement ontologique, c'est ici, précisément, que l'inattendu et l'indécis se réalisent. Dans la pratique. Parce que dans la pratique, dans le langage informatique, c'est l'expression *flow-chart* qui est préférée à l'exactitude de l'algorithme. Le flux, auquel il est fait référence, est composé d'informations, de confrontations, de conditions qui peuvent déterminer une procédure ou bien une autre. L'input est bien entendu fourni par la plateforme digitale, mais le feedback est incertain, il ne peut pas entièrement être rabattu sur un modèle prédictif exact. Le passage à la réalité demeure indécis jusqu'à ce qu'intervienne finalement une singularité.

Pour récupérer un peu d'« optimisme de la volonté », il faut donc chercher à comprendre non pas seulement quels sont les effets d'une nouvelle gouvernamentalité digitale, et comment la machine fonctionne, mais au contraire pourquoi, parfois, elle ne fonctionne pas, et dans quelles conditions. C'est-à-dire :

quels sont les points à interrompre ou à fausser pour en bloquer la dynamique interne. J'ai introduit une affirmation subjective. Je crois en effet qu'à la construction de subjectivité à laquelle contribue la machine, et qu'elle impose lourdement à l'intérieur des vies qu'elle remodèle, il faut ici opposer une production de subjectivité autonome – *autonome parce que rétive*. La partie qui se joue entre la lumière et l'ombre devient ouvertement un affrontement entre pouvoir et résistance. Il faut reconnaître que la machine, comme n'importe quelle machine ou dispositif du pouvoir, est constituée par un rapport : elle s'applique à notre action libre. C'est bien entendu d'autant plus vrai qu'elle se déploie dans une gouvernementalité de type biopolitique, c'est-à-dire que non seulement elle s'applique à notre liberté, mais qu'elle investit nos vies tout entières. Or si cela est vrai, cela signifie qu'elle consiste en un rapport. Et ce rapport, comme toute structure relationnelle, possède deux termes, et repose sur une tension qui peut être littéralement retournée. En somme : l'asymétrie peut se transformer en rapport de force.

J'aimerais ici faire un très bref excursus historique. Nous avons vécu dans les dernières quarante années le passage du fordisme au post-fordisme et nous en avons initialement identifié le tournant, avec celui qui amenait à l'automatisation, dans les usines, d'une part ; et avec la gestion de l'informatisation (de la digitalisation) du social, de l'autre. Cette dernière a eu une énorme importance parce qu'elle a amené – et qu'elle a à la fois interprété et réalisé – la subsomption complète, réelle, de la société sous le capital. Les termes sont ici marxistes, mais c'est exactement ce que Bernard Harcourt décrit dans son livre. L'informatique a interprété – et réalisé – la tendance totalisante de la gouvernementalité capitaliste : d'une certaine manière, elle a donc été plus efficace que l'automatisation, que j'indiquais comme un premier tournant il y a un instant – parce qu'elle a joué dans le champ du social, et non pas seulement dans celui de l'usine. La production se déplaçait en dehors de l'usine et investissait toute la vie, le champ social en son

entier devenait la nouvelle fabrique capitaliste, c'était donc à cette échelle qu'il fallait redéfinir les dispositifs de gouvernement. Ce qui signifie qu'avant d'en arriver là, l'automatisation n'a que partiellement réussi à contrôler les lieux de production. Aujourd'hui, après quarante ans de révolution technologique, nous sommes désormais bien au-delà de ce tournant, bien plus avant que la seule révolution de l'automatisation. La société civile (et la société productive : il est de plus en plus difficile de les distinguer l'une de l'autre) sont globalement informatisées - mais au-delà de cela : le monde social digitalisé est lui-même réorganisé en termes « automatiques », selon de nouveaux critères de la division du travail (dans la gestion du marché du travail), et avec de nouveaux paramètres hiérarchiques dans la gestion de la société. Quand je dis « automatisation », je ne veux pas seulement indiquer la robotisation sans fin qui transforme nos vies, mais une structuration technologique qui recouvre et réorganise les dynamiques de la gouvernabilité digitale et la fixe dans un certain nombre de schémas, ou de séquences, automatiques qui visent à la reproduction du système. En somme : quand la production digitale se généralise socialement et qu'elle organise le travail cognitif et le savoir social, l'automatisation devient le centre du processus de sa subsumption – même si l'informatisation demeure sans aucun doute le capital fixe le plus précieux pour le capitalisme. Les technologies informatiques sont en réalité subordonnées à l'automatisation, la machine suit son propre chemin.

Ou, pour être plus exacts : la machine aimerait bien suivre son propre chemin. Parce que toute cette histoire n'a pas seulement été écrite par le pouvoir capitaliste qui a conjugué le développement de la digitalisation de la connaissance et du travail (c'est-à-dire du travail cognitif), d'une part, et l'établissement d'une nouvelle « assiette » automatique de la reproduction sociale, de l'autre. Elle a aussi été traversée par des subjectivités qui ont résisté, qui ont fait face à la réduction machinique de leurs désirs et de leurs savoirs – et surtout, de leur productivité. Parce que : qu'est-ce que c'est que cet algorithme auquel on attribue

le contrôle des processus de valorisation informatique ? Techniquement, les algorithmes sont définis comme une succession d'opérations qui sont accomplies en fonction d'un certain nombre de conditions. Mais la condition fondamentale est précisément que l'algorithme nait de la coopération des sujets impliqués dans le processus lui-même. L'algorithme est une machine, et comme toutes les machines, au sein du système capitaliste, elle extrait littéralement la survalueur de la coopération des hommes et des femmes, de leur travail, ou même de leur activité – c'est-à-dire de leur fatigue, mais aussi de leur savoir. Or ce savoir, quand il est nourri par l'association et la coopération, démultiplie sa valeur. Il faut donc souligner la grande différence qui existe dans cette histoire entre les processus de travail étudiés par Marx (ceux de la « grande industrie », qui ont continué à exister jusque dans les années 1970), et ceux que nous connaissons aujourd'hui. Cette différence consiste en ce que la coopération qui construit la machine algorithmique (et qui, successivement lui devient subordonnée) est produite *à l'intérieur de la force de travail cognitive*. La machine et l'organisation du processus de production n'arrivent pas nécessairement de l'extérieur, elles ne sont pas amenées par un entrepreneur qui préfigure le mode de production depuis son dehors, comme cela se passait avec la grande industrie. Elles sont au contraire pensées et construites par les travailleurs cognitifs eux-mêmes. En regardant vers l'avant, vers le futur de l'automatisation, Marx s'était exclamé : *le véritable capital fixe, c'est l'homme*. Aujourd'hui, nous pouvons vraiment parler d'une appropriation de ce capital fixe de la part des travailleurs cognitifs – c'est-à-dire nous appuyer sur le processus de construction de l'algorithme lui-même, là où se cristallisent et s'entrecroisent les multiples langages créés par les travailleurs eux-mêmes, parce que ce sont précisément les travailleurs cognitifs qui possèdent la clef immatérielle de l'algorithme et en prédisposent le moteur coopératif.

Revenons alors à la question initiale que nous avons posée, la question de la résistance possible. Cette résistance doit entièrement être jouée à l'intérieur du

rapport instauré par la machine digitale. S'il faut définir en quoi consiste cette résistance, il m'est difficile d'adhérer aux hypothèses qui se limitent à s'interroger sur une nouvelle architecture possible des données, à de nouvelles plateformes, comme si la seule possibilité de réintroduction de quelque chose comme une résistance (la tentative, donc, de construire une démocratie digitale) passait par l'invention d'une alternative radicale : la destruction des machines sur lesquelles repose l'actuel capitalisme des plateformes et bien largement encore la *data economy*. On raisonne alors de la manière suivante : si les rapports sociaux sont de plus en plus *engrammés*, afin qu'ils en deviennent calculables (ce qui est exactement ce en quoi consiste la gouvernamentalité algorithmique), et si les architectures des données court-circuitent ainsi littéralement la vie sociale à sa racine (à tel point que Lessig a pu écrire : « *code is law* »), alors, on ne peut pas se limiter à la modification du code, ou à celle de ses architectures, dans le but de reconstruire des rapports sociaux libres (réflexifs, créatifs). Quelle belle découverte : il faudrait donc une révolution, une vraie, à l'ancienne manière...

Vous trouverez cela peut-être un peu étonnant, mais je n'y crois pas un instant. *Rerum natura imperat* – c'est la nature des choses, si vous me permettez ce vieil adage humaniste, qui m'en empêche. Parce que moi, en tant qu'homme, je suis aussi fait de ce capital fixe, et je veux non pas le détruire mais m'en réapproprier, et pouvoir en avoir le bénéfice. Dit de manière politique et un peu brutalement : il y a un autre chemin à parcourir, qui n'est pas moins révolutionnaire que l'autre, mais qui est bien moins exposé au risque que le premier encourt – ne pas savoir, en fin de compte, comment réorganiser l'architecture des data *après la révolution*. Alors il faut discuter d'autres parcours possibles – deux, au moins, ont été proposés récemment.

Le premier consiste à accélérer au maximum la dynamique du système digital, en en poussant au maximum la tendance, et en pointant l'impossibilité pour le système lui-même d'arriver à un équilibre sur le terrain de la réalité. C'est la ligne

proposée par le *Manifeste pour une politique accélérationniste*. Les auteurs du *Manifeste* se demandent la chose suivante : si la composition et la recomposition des algorithmes ouvre continuellement à des résistances qui ne sont enfermées que par une logique de type probabilitaire, alors tout cela exige du temps, des pauses, des reconstructions systémiques d'équilibre... Est-ce que l'accélération n'est pas, du même coup, l'instrument susceptible d'introduire des éléments de crise dans cette dynamique, et 'ouvrir à des politiques alternatives sur le terrain du capitalisme lui-même ? Il s'agit donc se monter sur le cheval sauvage et de le dompter en en caressant l'encolure. Toute l'analyse du *Manifeste* pour une politique accélérationniste se fonde sur la possibilité de libérer les forces productives du travail cognitif. Il faut dissiper l'illusion d'un retour possible à l'horizon – finalement rassurant – du travail fordiste, il faut comprendre et intégrer de manière définitive le passage de l'hégémonie du travail matériel à celle du travail immatériel. Et par conséquent il faut aussi, si on enregistre la mainmise capitaliste sur les technologies, il faut attaquer – je cite le *Manifeste* - « l'approche toujours plus rétrograde à la technologie ». Les forces productives sont paradoxalement limitées par la gouvernementalité capitaliste. La question fondamentale devient donc de libérer les forces productives *latentes*, comme le matérialisme révolutionnaire a de fait toujours fait.

Soit. Je confie à votre bienveillance ces conclusions – qui ne tiennent bien évidemment pas. On peut simplement en apprécier un certain nombre d'idées sur la « fin du travail », et la proposition d'une sorte de modèle fouriériste d'associationnisme politique. *De hoc, satis !*

J'en viens donc au second parcours possible. C'est une hypothèse pour moi plus importante, plus solide, plus praticable aussi. Elle consiste à analyser à quel point, dans les processus informatiques et dans les constructions algorithmiques, mais aussi dans la résistance qui est toujours présente dans les rapports de production,

se joue une transformation de la nature même des sujets qui y sont impliqués. La dimension coopérative qui caractérise n'importe quelle opération digitale intervient dans le rapport de capital – et le modifie d'autant. Mais plus encore : elle modifie la nature du sujet impliqué dans ce processus. « Nul ne sait ce dont un corps technico-social est capable ». C'est une exclamation que l'on trouve, comme une notation à la marge, dans le *Manifeste pour une politique accélérationniste* que je citais il y a un instant. C'est, me semble-t-il, la seule véritable indication à reprendre à leur projet.

Il y a alors deux éléments à spécifier.

Le premier est celui que nous avons appelé l'« appropriation de capital fixe », qui implique dès lors une transformation anthropologique du sujet travailleur, de son corps même. Le second élément est socio-politique : parce que cette nouvelle potentialité des corps est essentiellement collective, politique. La qualification productive, la modélisation économique, les analyses *big data*, les modèles cognitifs les plus abstraits, etc. ... : bien, tout cela est en réalité appropriable à travers l'accès au savoir (c'est-à-dire à travers le problème stratégique de la formation et de l'éducation), et par la réélaboration scientifique que peuvent en faire les sujets-travailleurs. Ces sujets-travailleurs prennent acte de ce que si les modèles mathématiques et les algorithmes sont au service du capital, ce n'est pas là en vertu d'une qualité qui leur serait intrinsèque - ce n'est donc pas un problème des mathématiques en tant que telles -, mais en vertu d'un rapport de force qu'il s'agit précisément d'inverser. En d'autres termes : les sujets-travailleurs affirment que le surplus, la valeur ajoutée, dans la production et dans le développement tendanciel des potentialités constituées par l'appropriation de capital fixe, la survaleur, donc, dérive essentiellement de la coopération productive.

C'est par conséquent sur la puissance de la coopération des travailleurs – contre cette nouvelle gouvernamentalité - que l'analyse doit être ultérieurement

concentrée : sur la nouvelle puissance qui leur vient de l'appropriation de capital fixe, sur l'autonomie des mouvements auxquels le capital peine à donner une réponse qui ne soit pas simplement extérieure, vide de savoir, et toujours plus vide de force. Il s'agit de la recherche réaliste de nouvelles armes sociales et politiques, cognitives et coopératives : il s'agit d'un exercice prudent de cet optimisme de la volonté par lequel j'ouvrais cette intervention.